

Contre le chômage... haro sur les chômeurs ?

Le gouvernement a dévoilé les grandes lignes de la prochaine réforme de l'assurance-chômage. « Tout est ouvert » à la négociation, dit la ministre du Travail... tant que cela permet de réaliser entre 3 et 4 milliards d'économies supplémentaires en trois ans. Les réformes envisagées sont toutes synonymes de baisse des droits pour les chômeurs.

Il n'y a qu'à « traverser la rue » ?

Pour ce gouvernement comme pour les précédents, les seuls responsables du chômage seraient... les chômeurs. « Si vous êtes prêt et motivé, dans l'hôtellerie, les cafés, la restauration, dans le bâtiment (...), du travail, je traverse la rue et je vous en trouve » a récemment balancé Macron à un jeune horticulteur au chômage. De quoi prendre la rue, plutôt que la traverser.

Non. Les responsables du chômage, ce sont les employeurs, et en premier lieu les patrons des grandes entreprises qui ne cessent de licencier ou de supprimer des emplois, se contentant de recourir à la sous-traitance ou à des contrats précaires. En 2017, plus de 90 % des embauches ont été faites sous forme de CDD, dont 80 % de moins d'un mois.

Personnes « en activité réduite » : encore trop riches au goût de Macron

« Permittents » : c'est le nouveau nom pour désigner ces chômeurs « en activité réduite » cumulant emploi et allocation. Leur nombre a explosé, augmentant de 60 % entre 2012 et 2017. Ils sont 1,7 million à aligner les contrats courts (280 000 sont en contrat de moins d'un mois !). Le gouvernement voudrait revenir sur ce cumul. Il entend aussi supprimer le dispositif permettant à une personne ayant plusieurs employeurs (une aide à domicile, par exemple) de toucher une allocation lorsqu'elle perd un contrat.

Macron veut faire payer ceux qui galèrent en cumulant plusieurs petits emplois. Mais si les salaires étaient suffisamment élevés, un seul emploi temps plein suffirait et il n'y aurait pas besoin de complément.

Le gouvernement veut aussi réviser les règles de

calcul pour réduire encore les indemnités de chômage, rendre les allocations plus dégressives dans le temps. Et il entend modifier encore à la baisse la notion (déjà mensongère) « d'offre raisonnable d'emploi » qu'un chômeur n'a pas le droit de refuser sous peine de perdre ses allocations. Il faudrait accepter la première offre de Pôle emploi, même la plus pourrie, la moins bien payée, loin de chez soi.

En revanche, le « bonus-malus » sur les taxes patronales, que le gouvernement avait évoqué pour pénaliser les entreprises abusant des contrats courts, est déjà en train de partir dans les brumes.

Des attaques qui appellent une riposte d'ensemble

Ces attaques contre les chômeurs visent l'ensemble des travailleurs. Après les lois qui facilitent les licenciements, la hausse de la CSG qui affecte de nombreux retraités, ou la réforme d'ores et déjà annoncée sur les retraites, le gouvernement poursuit sa guerre de classe.

Parallèlement, il accélère sa politique de suppression d'emplois publics, avec 120 000 fonctionnaires en moins d'ici 2022, dont 2 600 suppressions de postes dans l'enseignement secondaire en 2019. Les emplois aidés, déjà passés de 450 000 à 200 000 l'an dernier, devraient à nouveau être divisés par deux l'an prochain. Une manière bien étrange de lutter contre le chômage.

Il faut une réponse à l'échelle de l'ensemble du monde du travail. Le 9 octobre, plusieurs confédérations syndicales appellent à une journée de grève interprofessionnelle, public-privé. C'est une première occasion d'occuper « la rue ». Et surtout de préparer sérieusement la suite : le véritable affrontement tous ensemble contre la politique du gouvernement et du patronat.

Un CV qui en dit long

Le prochain directeur pressenti de Carrières a, entre autre, été responsable RH au site PSA d'Aulnay au moment de sa fermeture.

De 2012 à 2014 il a donc passé deux ans à mettre les ouvriers sous pression pour qu'ils prennent la porte ou acceptent n'importe quel poste aux quatre coins de la France. Mais surtout pendant les années qui ont précédées, il a fait partie de cette hiérarchie qui a menti aux salariés d'Aulnay en masquant une fermeture décidée dès 2006 au moins.

Alors qu'on vient d'accueillir les collègues de la Garenne, PSA nous envoie un sabreur de site. Pas très réjouissant.

Les chaises musicales

En novembre 2017 PSA annonçait vouloir confier au centre R&D d'Opel des missions autrefois effectuées par les différentes sociétés d'ingénierie comme Altran, Segula, etc. Rétropédalage en septembre 2018, ce serait plutôt près d'un tiers des effectifs du centre de Rüsselsheim qui serait cédé à Segula avec l'engagement, qui ne vaut pas grand chose, de ne pas supprimer d'emplois avant 2023. Un pas en avant, deux en arrière ! On ne sait pas sur quel pied PSA veut danser mais il faudrait que tous, salariés allemands comme français nous le fassions danser sur l'air de nos revendications.

Décalage horaire

La direction a mis en place un service de navettes entre les différents sites mais seulement deux navettes par jour avec un départ à 7h du matin. Elle voudrait s'assurer qu'il ne soit pas utilisé qu'elle ne s'y prendrait pas autrement.

Week-end bloqué...

Vendredi, seulement 2 jours avant, la direction de Poissy a annoncé l'annulation de la séance de dimanche dernier pour toute l'usine, et celle du samedi à l'Emboutissage. En résumé la direction ne se fatigue pas, elle programme quasiment tous les samedis et dimanches, puis les supprime quand ça lui chante. Elle bloque de cette manière les week-ends des ouvriers pour travailler (souvent gratuitement) ou pour rien...

...Week-end pourri

Samedi dernier justement l'équipe 12 a travaillé, mais la direction n'avait pas fait venir certains bus pour le retour. Les salariés ont galéré, les dirigeants de l'usine, eux, étaient tranquillement chez eux en week-end.

Le retour de bâton ne sera pas volé.

Ford Blanquefort, la lutte continue !

Ford Blanquefort où travaillent 847 salariés qui

produisent des boîtes de vitesse est menacé de fermeture depuis 10 ans. Samedi dernier une nouvelle journée de manifestation a regroupé un millier de manifestants avec des délégations de salariés de Goodyear, des cheminots et salariés de La Poste du 92.

Un possible repreneur, Punch, est annoncé par le gouvernement mais rien n'est précisé quant aux conditions de reprises.

Alors que le groupe Ford a réalisé 7 milliards de dollars de bénéfice en 2017, il y a largement de quoi maintenir l'activité. Mais pour cela les salariés de Blanquefort ne pourront compter que sur leurs mobilisations.

Dans la brume électrique...

Selon le journal patronal L'Usine Nouvelle, qui cite les études de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA), la course à l'électrique promet des coupes sombres dans les effectifs : « Avec le passage à l'électrique, les équipementiers européens pourraient perdre jusqu'à 38 % de la production qu'ils détiennent actuellement, tandis que la chute atteindrait 17 % pour les constructeurs automobiles. Sans oublier l'impact sur le vaste marché de la maintenance »...

... À moins qu'on oblige nos patrons à diminuer le temps de travail et à le répartir entre tous !

EHPAD privés : seniors maltraités, actionnaires choyés,

L'émission « Envoyé spécial » a confirmé ce que dénoncent les personnels soignants à longueur d'année. Un reportage montrait des vieillards impotents abandonnés, gisant à moitié nus sur le sol dans des salles désertes, des résidents incapables de manger seuls mais sans assistance, des aides-soignantes contraintes d'effectuer à toute vitesse et à la chaîne la toilette de seniors grabataires. Les personnels sont écœurés par ces conditions, contraires à la dignité de personnes, tout en étant menacés de licenciement s'ils les refusent ou les dénoncent.

Rogner sur les dépenses de nourriture (4,22 euros par résident et par jour), faire des économies de personnel transformant ces établissements en usines à soins et exiger jusqu'à 5 000 € mensuels par résident : voilà la source des fabuleux profits empochés par les grands groupes privés de maisons de retraite comme Korian ou Orpéa.

La famille Peugeot, un des plus gros actionnaires d'Orpéa, a par exemple empoché 63,8 million d'euros fin juillet en vendant moins de 1 % de ses actions.

Visage sans fard du capitalisme sénile.